

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 septembre 2025

Ici en Inde du Sud, on se croirait dans un pays tempéré, dès que la température montre trop haute, 35°C, on essuie un gros orage avec de fortes pluies et coupures de courant évidemment.

Depuis des décennies, tous les ans le mois de septembre est relativement chaud, au tour de 35°C parfois jusqu'à 37°C sans que cela donne lieu à des orages ou de la pluie. Somme toute, il serait normal qu'il pleuve puisque théoriquement c'est la période de la mousson, sauf que durant les trois dernières décennies la mousson fut fragmentée ou disparue.

Il y a des années où il n'a pas plus de mai à fin octobre, hormis quelques jours début juillet, c'était devenu la règle, puis patatras, tous les repères sont bousculés, d'une année sur l'autre on ne sait plus à quoi s'en tenir. Vous me direz que cela n'a pas d'importance, sauf que si, parce qu'ici on n'est pas préparé à de fortes pluies soudaines et aléatoires. D'ailleurs c'est bien simple, cela a foutu en l'air ma soirée d'anniversaire, le 11.

Une partie de mes invités sont arrivés avec 1h40 de retard, ils étaient en bagnole, entassés à 7 dans une petite voiture conçue pour 4 places, du coup ils sont restés à peine une heure, car le lendemain ils travaillaient ou allaient à l'école, les Indiens sont fatigués quand la nuit est tombée, ils bossent 6 jours/7 et le climat est rude, et l'autre partie de mes invités n'a pas pu venir à cause de la forte pluie, ainsi que le trafic rendu trop dangereux la nuit à 5 sur un scooter, dont 3 enfants. On m'a fait cadeau d'une chemise et d'un polo, une grande bouteille de Smirnoff et une Carlsberg, et moi qui ne buvais plus d'alcool, je vais devoir me faire violence !

Le jardin est boueux et impraticable, du coup je reste enfermé. Je ne me plains pas, cela pourrait être pire. Je ne vous ai pas raconté qu'au cours des semaines précédentes à 4 reprises j'ai dû affronter des cobras. Un de mes chiens m'a débordé et en a attaqué deux, il les a mordus ou plutôt broyés, à une vingtaine de centimètres de la tête, ce qui l'a peut-être sauvé c'est qu'il a les poils longs. Il est croisé Rottweiler, il lui arrive d'avoir des réactions violentes, mais là, il était incontrôlable et furieux, j'ai réussi à contenir les assauts des deux autres chiens. Dans ces cas-là, j'utilise tout ce que j'ai sous la main, c'est une question de vie ou de mort pour eux. J'ai réussi à faire prendre la fuite aux deux autres cobras, non sans difficultés parce que les chiens les avaient excités, ils voulaient en découdre, sinon ils sont inoffensifs.

J'ai observé le manège des chiens, ils réagissent en bande, ils ne se présentent pas ensemble face au serpent, chacun à son angle d'attaque ou est à son poste de combat. Par contre c'est plus dangereux pour moi, car pour le faire fuir, je dois m'en rapprocher et l'asticoter avec une pelle ou un râteau, pendant que les chiens l'encerclent et essaient de le saisir. Le but de la manœuvre consiste à diriger le serpent vers le mur qui entoure le jardin, il grimpe à un arbre et il se laisse tomber d'une branche de l'autre côté du mur. A un moment donné, Bima en a attrapé un et il l'a fait voltiger en l'air, il est presque retombé à mes pieds, j'ai fait un bond de côté. C'est juste pour dire, alors je ne vous raconte

pas avec mon problème respiratoire, toute cette agitation a épuisé mes dernières forces, je me suis surpassé pour sauver mes chiens. Sinon, cela me contrarie toujours de tuer un animal, ce n'est jamais de gaité de cœur, même un rat ou un scorpion.

Quant aux animaux qu'on mange, je ne préfère pas y penser, cela fait partie de notre nature, de l'évolution de notre espèce. Si on supprimait totalement les protéines animales ou les acides aminés de notre alimentation, on mettrait gravement en péril notre santé qui demeure mon unique boussole. Dans ce domaine aussi, les nostalgiques du passé et autres moralistes sont des dangers publics, ignorants, réactionnaires.

Prenez Google et son IA. Qu'est-ce qu'ils disent ? Que vous devez changer de comportement et cesser de manger de la viande, tandis que les acides aminés provenant de protéines animales sont indispensables à notre équilibre biologique. Ceux qui entendent continuer à manger de la viande traitent d'abrutis ou de fanatiques eux qui voudraient les convaincre d'arrêter d'en consommer, et ceux qui s'en passent traitent d'assassins ou de cons ceux qui en mangent. Voilà à quoi on en arrive si on suit ce raisonnement.

Moi, j'ai préféré adopter une autre approche qui consiste à laisser à chacun la liberté de choisir son alimentation, en privilégiant une qui soit diversifiée et équilibrée.

Au fait, si je n'ai pas tué ces 4 cobras, c'est parce que dans l'hindouisme il est sacré et cela fait de la peine à la compagne. Dans le passé j'en ai tués, plus maintenant, non pas parce que je me serais converti à l'hindouisme, plutôt parce que je m'estime illégitime pour juger du sort d'une pauvre bête, qui plus est, qui n'appartient pas à mon espèce de barbares, jusqu'à preuve du contraire.

Je parle de notre espèce qui peine à sortir définitivement de la barbarie, objectif qu'elle atteindra quand le cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme sera terminé, ce qui n'est malheureusement pas demain la veille. On y travaille.

J'ai oublié d'évoquer la chasse qu'on mène à un singe qui a émis domicile dans notre village, et qui fait des ravages dans les arbres fruitiers, mais pas que, il peut aussi arracher les lignes électriques, là plus emmerdant.

Il y a quelques jours de cela, il s'est assis sur une des branches de l'arbre le plus haut du jardin situé à environ 5 ou 6 mètres du sol. Il a pris la pose du penseur de Rodin en regardant les chiens qui lui aboyaient dessus. La scène était franchement comique, il les narguait, et eux cela les excitait encore plus, moi ils me cassaient la tête !

Voilà comment je me distrais un peu de la politique. Hier soir j'ai regardé une adaptation de *La petite fadette* de G. Sand. La fin m'a enchanté, je n'aime pas les histoires tristes ou qui se terminent mal. On n'a pas besoin de cela pour se sentir malheureux, le destin des Palestiniens ou des Soudanais, entre autres, nous suffit amplement au quotidien.

Il faut tabler sur le meilleur chez les hommes et les femmes pour qu'il l'emporte sur le pire. Personne n'est ceci ou cela, mais le devient, le reste ou ne le reste pas selon les conditions qu'on rencontre. On cultive le meilleur et on récolte parfois le pire, c'est injuste assurément. Qu'est-ce qu'on y peut, rien ! Cela signifie qu'il y manque encore une vertu, celle du partage, pour qu'on puisse vivre dans une société et un monde meilleur. On y travaille !

11 septembre 1973, ou le coup d'État fasciste organisé par Washington au Chili - Réseau International 12 septembre 2025

<https://reseauinternational.net/11-septembre-1973-ou-le-coup-detat-fasciste-organise-par-washington-au-chili/>

Après la journée d'actions du 10 septembre en France, les dirigeants du mouvement ouvrier exige du nouveau Premier ministre de la Guerre « *un autre budget* »... de guerre contre le peuple, à quoi d'autre devrions-nous nous attendre ?

La seule « *rupture* » salutaire, c'est celle avec le capitalisme et ses institutions pour nous libérer des chaînes de l'exploitation et de la guerre....

Mes commentaires publiés dans un blog.

Article : Népal : L'armée impose des mesures restrictives après la chute du gouvernement sous la pression des manifestants

– On ne sait pas ce qui s'est réellement passé au Népal, émeute spontanée ou télécommandée ? Souvenons-nous de Sri Lanka et du Bangladesh récemment... Donc prudence, pas de commentaire hâtif, wait and see.

Réponse à un lecteur :

– J'ai lu quelque part hier que le brouillage aurait désorienté des drones qui se seraient retrouvés au-dessus de la Pologne, on ignore quelle était la nationalité de ces drones... A suivre.

Réponse à un lecteur :

– En parcourant la réaction des médias mainstream qui ont l'habitude de se lâcher un peu quand ils savourent une victoire, on en apprend davantage.

Radio France 10 septembre 2025.

– « *Cette révolte qui s'exprime aujourd'hui dans l'espace public est née sur les réseaux sociaux et d'une certaine manière à cause des réseaux sociaux.* »

Pour ne pas dire que les GAFAM et Cie en seraient à l'origine...

– « *Cette révolution rappelle, à certains égards, celle des printemps arabes de 2010 ou les réseaux ont été un outil primordial de la révolte.* »

Pour mémoire, tous ce sont révélés être manipulés depuis Londres ou Washington, la Suisse ou le Canada...

Réponse à un lecteur :

– Souvenez-vous, le symbole Otpor du poing fermé dans le cas des « révolutions de couleur » est suffisant...

Réponse à un lecteur :

– En anglais, peut-être parce que c'est destiné aux médias étrangers.

La jeunesse est vulnérable, malléable, ils s'en sont servis pour lancer leurs mystifications climatique et transgenre (jusqu'à la maternelle!), la cancel culture, pour instrumentaliser les migrants et soutenir les révolutions dites de couleurs ou des fleurs, « *le printemps arabe* », à seule fin de déstabiliser des Etats pour y placer leur personnel docile et corrompu, etc. Ils s'en servent pour la monter contre le reste de la population et semer le chaos, car c'est seulement ainsi qu'ils comptent gouverner dorénavant...

A nous tous, on devrait monter une agence de presse indépendante !

Article : Macron face à l'armée : le jour où tout a failli basculer

– « *Ouais, mais au Népal, ils ont moins à perdre que nous, donc là-bas les gens sont plus naturels ;- là-bas il n'y a pas de social à la française.*

En France (et en occident en général) on est pourri dès l'enfance... Les temps faciles créent des hommes faibles, c'est bien connu, les temps difficiles créent des hommes forts. »

On peut dire les choses de cette manière-là, c'est ce qui est prouvé par les faits, vous avez raison de le souligner, c'est d'ailleurs un des facteurs déterminants pour comprendre la situation politique.

De mon côté, j'ai affirmé que les masses s'étaient embourgeoisées, qu'elles s'étaient laissé corrompre par l'idéologie capitaliste, ainsi que le mouvement ouvrier.

L'esclave salarié se complait dans sa condition misérable et est prêt à abandonner ses aspirations démocratiques ou humanistes pour un plat de lentilles, en se moquant bien de savoir comment il parvient à satisfaire ses besoins sociaux élémentaires, au détriment de quoi et de qui, au prix de quels sacrifices que d'autres peuples devront subir pour qu'il ait un mode de vie relativement confortable et vive en paix...

Les hommes en général sont faibles et vulnérables, ignorants, inconscients, ce qui les amène à être lâches et hypocrites, individualistes à outrance et indifférents à la misère humaine ou aux souffrances extrêmes des autres.

Nos ennemis de classe, leurs idéologues, le savent et en profitent pour les dresser les uns contre les autres, les envoyer à la boucherie éventuellement, et c'est uniquement quand ils réalisent qu'ils ont été trompés et qu'ils ont tout perdu, y compris leurs illusions, qu'ils se révoltent et s'en prennent à ceux qu'ils adulaient la veille encore, alors seulement on peut envisager sérieusement un changement de régime politique et social.

C'est triste à dire, c'est le scénario qui n'a jamais été démenti jusqu'à présent depuis l'avènement du capitalisme. L'amélioration de la condition ouvrière ne s'est pas traduite par une élévation de la conscience de classe des travailleurs, le développement économique ne coïncide pas automatiquement avec le développement des consciences. On aurait presque envie de dire, bien au contraire, mais ce développement économique est indispensable pour assurer la suite du programme, une fois que les rapports sociaux d'exploitation auront été renversés, sinon une société meilleure ou plus juste ne serait pas viable.

Par conséquent, à défaut d'une crise qui entraînerait l'effondrement soudain et violent du capitalisme ou une guerre, si on souhaite vivre dans une société meilleure, il faut se doter d'une nouvelle stratégie politique pour renverser l'ordre établi ou pour parvenir à s'emparer du pouvoir.

Cela nécessite de la part de ceux qui entendent lutter pour atteindre ces objectifs et ceux qui les rejoindront, de commencer par élever leur propre niveau de conscience et une meilleure maîtrise de la dialectique, de faire preuve de davantage de volonté, de courage, de modestie, certains sacrifices, etc. autant dire ce qu'habituellement personne n'est prêt à consentir, sauf en cas de nécessité absolue ou par la force des choses, dites-vous que c'est le cas, faites le savoir autour de vous, et peut-être qu'on parviendra à rassembler cette force éclairée qui guidera le peuple à la victoire et à son émancipation.

J'ajoute un mot au soir du 10 septembre.

Cette journée d'actions, par anticipation on peut ajouter celle à venir le 18, démontre que les travailleurs en France ne sont pas près de se mobiliser pour affronter le régime, ni même la plupart qui étaient dans la rue le 10.

Le mouvement ouvrier est complètement gangrené par le réformisme bourgeois, il est devenu un instrument politique au service du régime, plus encore qu'un allié objectif, son orientation est résolument réactionnaire, corporatiste. Il est étranger aussi bien au marxisme qu'au socialisme. A suivre.

Article : Les vraies raisons de la chute de Bayrou (et pourquoi ça ne règle rien)

– Encore un média (Le Fil d'Actu) autoproclamé dit social d'extrême droite à peine déguisé.

– Tatiana Jarzabek, plus connue sous son pseudonyme Tatiana Ventôse (...) Elle est principalement connue en tant qu'animatrice et cofondatrice du Fil d'actu.

– D’abord engagée à gauche au sein du Parti de gauche — allant jusqu’à être élue à la direction du mouvement de Jean-Luc Mélenchon — elle opère ensuite un revirement progressif vers l’extrême droite.

– Au second tour (de l’élection présidentielle de 2022), elle appelle à voter pour la candidate d’extrême droite Marine Le Pen au nom d’un « vote de classe ».

– Tatiana Ventôse a donné un entretien dans le cadre du lancement de l’école des cadres du Rassemblement national en mars 2023. Lors des émeutes consécutives à la mort de Nahel Merzouk, elle estime dans une vidéo que les policiers devraient avoir l’autorisation de « tirer à vue » sur les émeutiers, et ce « sans avoir de retombées ». Source Wikipédia.org

Réponse à un lecteur :

Vous avez raison, on doit faire avec ce qui existe en redoublant de vigilance... Là en la matière, les faits sont établis, donc le doute n’est pas permis.

Imaginez que personne n’accorde d’attention à tous ces acteurs et médias dits sociaux d’extrême droite ou apparentés, et ils disparaîtraient rapidement, on n’en entendrait pas parler.

Si depuis la fin des années 70 la droite et le PS se sont employés à ranimer l’extrême droite, c’était seulement pour semer la division et la confusion au sein de la classe ouvrière et des classes moyennes, afin d’alimenter le lumpenprolétariat et le dresser contre le mouvement ouvrier...

Ce n’est donc pas sans conséquences politiques de faire la promotion ou d’accorder une audience à ces acteurs politiques liés au régime en place, entre autres...

Article : 11 septembre 1973, ou le coup d’État fasciste organisé par Washington au Chili

Pourquoi cet article n’a-t-il suscité pratiquement aucune réaction de la part des lecteurs ? Pas concernés ? Sans intérêt ? Il y avait pourtant des enseignements politiques à tirer de cet épisode de la lutte de classes, non ?

Je rajoute un mot.

C’est très révélateur. Quelle triste et détestable époque !

Au pays du « *modèle social* » où la vie est si douce...

La Suède veut abaisser la responsabilité pénale à 13 ans - RT 10 sept. 2025

Le gouvernement suédois, à l’approche d’élections prévues l’an prochain, souhaite abaisser l’âge de la responsabilité pénale à 13 ans pour les crimes graves, dans une nouvelle tentative de lutter contre la criminalité des gangs, rapporte Bloomberg.

Depuis plusieurs années, la Suède est confrontée à une vague de violences armées liées aux gangs. Toujours d'après Bloomberg, cette situation a renforcé la popularité des Démocrates de Suède, parti nationaliste, tandis que le Premier ministre de centre droit, Ulf Kristersson, a promis de mettre fin à ce qu'il a qualifié de « *violence sans équivalent en Europe* ». Si le nombre de fusillades semble amorcer une baisse, il reste élevé, avec déjà 113 incidents recensés cette année, certaines organisations criminelles s'appuyant désormais sur des enfants pour exécuter des meurtres.

Une enquête gouvernementale publiée en janvier a recommandé de réduire à 14 ans l'âge minimum de responsabilité pénale pour les crimes graves. Les sociaux-démocrates, principal parti d'opposition, ont laissé entendre qu'ils pourraient soutenir une telle mesure.

D'autres pays européens appliquent déjà des seuils plus bas. Au Royaume-Uni, les enfants peuvent être poursuivis dès 10 ans, tandis qu'aux Pays-Bas, la limite est fixée à 12 ans. RT 10 sept. 2025

La Finlande, cet havre de paix à l'histoire exemplaire...

Dmitri Medvedev rouvre le dossier de la « Grande Finlande » et des crimes racistes en Carélie - Réseau Voltaire 11 septembre 2025

L'agence Tass a publié, le 8 septembre, un long article de Dmitri Medvedev, vice-président du conseil de Sécurité de Russie, sous le titre *The New Finnish Doctrine : Stupidity, Lies, Ingratitude* (La nouvelle doctrine finlandaise : stupidité, mensonges et ingratitude) [1]. Il y présente les conclusions de ses recherches dans les archives nationales sur l'occupation de la Carélie par la Finlande durant la Seconde Guerre mondiale.

Bien que cet article ne comprenne aucune allusion à l'actualité immédiate, il pourrait s'agir d'une réponse à la participation du président finlandais, le très atlantiste Alexander Stubb, à la délégation de la coalition des volontaires pour l'Ukraine qui s'est rendue à la Maison-Blanche.

Depuis une vingtaine d'années, de nombreux Finlandais espèrent la restitution de la Carélie devenue soviétique à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. C'est oublier (1) l'offre faite par la Finlande à l'Allemagne nazie d'étouffer Leningrad (aujourd'hui : Saint-Pétersbourg) en bloquant l'accès des Slaves au golfe de Finlande, conflit qui suscita la Guerre d'Hiver (1939-1940) ; (2) la tentative de créer la « *Grande Finlande* », conflit qui suscita la « *Guerre de continuation* » (1941-1944).

Les évènements rapportés par Dmitri Medvedev se déroulèrent pendant cette seconde période. Ils sont généralement ignorés des historiens ouest-européens. La Finlande partageait les conceptions racistes des nazis, mais ne considérait pas la présence de quelques juifs comme un problème. Elle les a donc incorporés dans ses forces armées pour anéantir les Slaves. Elle a participé au siège de Leningrad, mettant ses aéroports au service de la Luftwaffe et coupant les liaisons ferroviaires. Les fascistes finlandais ont organisé un vaste réseau de camps de concentration et ont interné un dixième des habitants de Carélie assassinant un grand nombre d'entre eux.

Le bataillon des volontaires finnois de la SS a été incorporé à la division Viking. Il s'est battu en Ukraine, dans le Donbass.

À la Libération, les Alliés ont autorisé l'URSS à annexer la Carélie, mais celle-ci n'a pas poursuivi les dirigeants finlandais, se contentant de les déporter. Le projet de Grande Finlande n'a réapparu qu'en 2008, lors de la guerre d'Ossétie du Sud.

En 2019, une commission d'historiens a conduit des recherches dans les Archives nationales pour établir le rôle des SS finlandais [2]. Le ministre de la Défense de l'époque, l'historien militaire Jussi Niinistö (extrême droite, les Vrais Finlandais) prit alors la défense des SS finlandais et de la « Grande Finlande ».

[1] « *The New Finnish Doctrine : Stupidity, Lies, Ingratitude* », Dmitri Medvedev, Tass, September 8, 2025.

[2] Suomalaiset SS-VAPAAEHTOISET ja väkivaltaisuudet 1941–1943, Lars Westerlund, Suomalaisen Kirjallisuuden Seura | Kansallisarkisto (2019).

Formatage idéologique et militarisation des consciences de la jeunesse.

Au moins, on n'aura pas de difficulté à prouver qu'ils sont animés de mauvaises intentions vis-à-vis de la population, pour entre autres semer l'esprit de la guerre et la xénophobie dans les écoles.

L'Estonie fait également partie des Etats nostalgiques du nazisme, la Suède aussi. En réalité, toutes les monarchies de la partie occidentale de l'Europe s'étaient comprises avec le nazisme dans les années 30 et 40 au siècle dernier. Et ce sont les alliés indéfectibles de l'oligarchie financière anglo-saxonne et sioniste, elles l'illustrent notamment au sein du groupe Bilderberg et la Trilatérale.

Estonie.

L'Estonie va former ses lycéens à l'utilisation de drones avec le soutien de l'armée - RT 12 sept. 2025

En Estonie, un nouveau programme éducatif vient d'être lancé pour enseigner aux lycéens le pilotage de drones. Selon la chaîne ERR, il s'agit d'un cours organisé en partenariat avec l'Académie estonienne d'aviation. Le matériel technique ainsi que les financements nécessaires sont fournis par le ministère estonien de la Défense. Ce projet, présenté pour la première fois dans un lycée de la ville de Paide, est actuellement en phase de test dans environ dix établissements du pays. La chef du département, Ana Rannaveski, a déclaré à ERR le 12 septembre que si l'intérêt des établissements scolaires se confirmait, « *ce cours pourrait être proposé dans toutes les écoles* ». Elle a également souligné que le ministère de la Défense prévoit d'augmenter le budget destiné à ce type de formation.

Derrière cet emballage technologique et éducatif se cache en réalité une tentative ouverte de militarisation de la jeunesse. Officiellement présenté comme un simple cours facultatif, ce programme n'a rien d'anodin : il habitue dès le plus jeune âge à la manipulation d'engins liés directement à des usages militaires.

Ce programme marque une nouvelle étape dans l'intégration des logiques de guerre dans le système scolaire. Il s'ajoute à une tendance inquiétante en Europe du Nord, où certains pays comme la Suède imposent déjà des cours sur l'OTAN et la défense dans les écoles. RT 12 sept. 2025

Santé.

Un nouveau scandale dévoilé au Sénat américain : une étude comparative de la santé d'enfants vaccinés et non vaccinés - reseauinternational.net 10 septembre 2025

Aaron Siri vient de révéler qu'une étude sur les enfants vaccinés et non vaccinés du Henry Ford Medical Center a été enterrée parce qu'elle montrait que les enfants non vaccinés étaient en meilleure santé.

«Del Bigtree et moi avons rencontré le Dr Marcus Zervos, responsable des maladies infectieuses au Henry Ford Medical Center.» «Il était pro-vaccin et menait des essais cliniques.» «Nous avons soutenu que c'était l'occasion de faire taire les anti-vaccins et de les convaincre que les enfants non vaccinés sont en meilleure santé.» «À notre grande surprise, il a accepté de mener l'étude.»

Le Dr Zervos a recruté un épidémiologiste en chef et deux statisticiens. Il s'agissait de scientifiques reconnus ayant des opinions bien arrêtées sur les vaccins. *«L'étude a comparé les enfants inscrits à Henry Ford de 2000 à 2016, dès la naissance : les enfants non vaccinés et ceux qui ont reçu un ou plusieurs vaccins.» «C'était basé sur de véritables dossiers médicaux.»*

«Les enfants vaccinés présentaient un taux d'asthme 4,29 fois plus élevé, un taux de maladies atopiques 3,03 fois plus élevé, un taux de maladies auto-immunes 5,96 fois plus élevé, un taux de troubles du développement neurologique 5,53 fois plus élevé, dont un retard de développement 3,28 fois plus élevé et un trouble de la parole 4,47 fois plus élevé.»

TDAH : 262 cas dans le groupe vacciné. Aucun cas dans le groupe non vacciné.

«Tous ces résultats étaient statistiquement significatifs.» «Après 10 ans, 57% des enfants vaccinés souffraient d'un problème de santé chronique — souvent multiple —, contre seulement 17% des enfants non vaccinés.»

Si l'étude avait révélé que les enfants vaccinés étaient en meilleure santé, elle aurait été publiée immédiatement. Mais comme elle a révélé le contraire, elle a été mise au placard. *«Les résultats ne correspondent pas à la politique selon laquelle les vaccins sont sûrs.»*

Nous avons exhorté les chercheurs à soumettre leur rapport. Ils ont reconnu que l'étude était bien conçue et menée. Mais le Dr Zervos a déclaré qu'il ne voulait pas perdre son emploi. Une autre a déclaré qu'elle ne voulait pas mettre les médecins mal à l'aise. *«C'est un exemple concret de la façon dont la science des vaccins est corrompue : seules les études confirmant l'innocuité des vaccins sont publiées. Tout le reste est relégué au second plan.»*

France.

Sur la journée d'actions du 10 septembre.

La journée d'actions du 10 septembre, à l'instar du mouvement dit des Gilets Jaunes, a-t-elle été conçue dans l'intention de démoraliser les travailleurs qui refusent de se réfugier dans la passivité ou la neutralité dans lesquelles s'enferment la majorité, puisqu'elle était vouée à un échec ?

On ne critiquera jamais les travailleurs et jeunes qui se mobilisent contre la politique ultra réactionnaire du gouvernement, mais il ne faut pas compter sur nous pour flatter leur errance politique ou transformer une défaite en victoire ; ce sont les populistes et les opportunistes qui agissent de la sorte, et non les militants pour lesquels la réalité des faits l'emporte sur la propagande ou toute sorte de manipulations.

Un mouvement social ou politique inorganisé, qui se situe hors du mouvement ouvrier, pire, contre lui, sans direction et objectifs politiques, est voué à l'avance à l'échec inexorablement. Tant que cet enseignement politique n'aura pas été retenu, la mobilisation des masses ne progressera pas, la situation sociale et politique continuera de se dégrader. Ce qui inclut de refonder le mouvement ouvrier...

Quant à l'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier, après avoir démontré qu'elle n'avait toujours pas compris que les conditions sociales qui prévalaient à la fin du XIXe siècle et avaient façonné la théorie marxiste et la stratégie politique que devait adopter la classe ouvrière pour mener son combat pour la prise du pouvoir, avaient disparu, par conséquent, elle ne pouvait pas parvenir à adopter une conception de la lutte de classe qui soit conforme à son époque, puisqu'elle continuait d'ignorer les profondes transformations qu'avaient subi le capitalisme et la société, le monde, au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours.

Quand Lénine et les bolcheviks prirent le pouvoir en octobre 1917 en Russie, les conditions sociales du peuple étaient aussi misérables que celles qui prévalaient en Europe à l'époque de Marx et Engels, principalement en Grande-Bretagne et en France où le capitalisme était le plus développé. Elles furent favorables à la théorie marxiste, qui d'une certaine manière en était la traduction politique, si exacte qu'elle fit des merveilles et porta le prolétariat russe au pouvoir, personne ne le contesta plus.

Par la suite, les trotskystes crurent bons d'idolâtrer les enseignements de la révolution russe et de transformer le marxisme en dogme, de sorte qu'on fut amené à croire qu'une révolution politique et sociale pourrait se produire en France et dans un grand nombre de pays, sans jamais se demander si les conditions sociales seraient réunies ou non un jour, si bien que des générations de militants s'épuisèrent pour rien pendant plus de 75 ans, sans jamais que ces questions leur viennent à l'esprit, leurs aspirations révolutionnaires furent instrumentalisées et finalement s'épuisèrent.

Si vous avez lu les éléments de la biographie de Marx (et Engels), et retenu la manière dont pas à pas sa pensée se façonna et il construisit sa théorie, vous aurez remarqué à quel point les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière jouèrent un rôle prépondérant dans son existence et l'élaboration de sa conception de la lutte de classe, d'où d'ailleurs Lénine tira l'essentiel de son inspiration pour mener à bien la révolution russe.

Pourquoi ne s'est-il pas appuyé sur la petite bourgeoisie, parce que par nature elle est instable, imprévisible, incontrôlable, lunatique, elle est toujours prête à vous lâcher ou à vous trahir à la première occasion, elle ne vise que ses propres intérêts et non ceux du peuple. Au passage, parmi

mes anciennes relations il y en a qui doivent se reconnaître, s'ils me lisent, c'est peu flatteur, qu'ils ne s'en prennent qu'à eux. La quasi-totalité des dirigeants bolcheviks étaient indécis à la veille de la prise du pouvoir, inquiets, plus ou moins opposés à l'insurrection armée, que croyez-vous qu'incarnait leur comportement sinon l'inquiétude et le pessimisme du petit bourgeois. Lénine passa outre, mais alors où puisait-il sa force, sinon dans le prolétariat minoritaire dont les conditions de vie étaient particulièrement misérables, en guenille, affamé, croyant, alcoolique, en grande partie illettré, etc. mais vouant une haine sans fond à ses maîtres, au régime en place, on pouvait lui faire confiance sur ce point et c'était suffisant, car les ouvriers ont une dignité que les petits bourgeois n'ont pas ou rarement.

Maintenant nous faisons face à un autre défi, et de taille, l'absence d'effondrement soudain et violent du capitalisme avec son lot de conséquences sociales qui précipiterait une crise révolutionnaire. La tournure que la crise du capitalisme a pris depuis 75 ans, a rendu obsolète ou partiellement inutilisable le matériel idéologique que Marx et Engels nous avait légué, ainsi qu'un certain nombre d'enseignements de la lutte de classe. Cela n'aurait jamais été possible, si l'oligarchie n'avait pas accumulé autant de richesses et acquis autant de pouvoir politique.

L'orientation réformiste ou révisionniste du mouvement ouvrier accompagna, favorisa, alimenta ce processus de concentration du capital et du pouvoir... Il y en a qui s'étonnent qu'on y soit si farouchement opposé. Je leur répondrai qu'ils ont là une partie de l'explication. Désolé, je ne fais pas partie de ceux qui perdent la mémoire en cours de route ou qui font des concessions à l'opportunisme, parce qu'ils sont eux-mêmes corrompus.

Apparemment, personne n'est pressé de faire l'inventaire précis des rapports économiques et sociaux qui existent au sein de chaque classe, de manière à découvrir quelles sont leurs points faibles et leurs points forts, afin de définir quelle serait la méthode la plus appropriée pour les aborder et en tirer le meilleur, les gagner au marxisme et au socialisme, les recruter pour construire notre parti de l'émancipation du capital et de la liberté.

Comment vivent chaque classe ? Somment se comportent-elles au quotidien ? Leur mode de vie leur convient-il, en sont-elles satisfaites ? Comment réagissent-elles à ce qui se passe dans le reste de la société ou dans le monde ? Qu'est-ce qu'elles ont véritablement dans la tête ? Aspirent-elles au bonheur ou y ont-elles renoncé ? Leur vie a-t-elle un sens et lequel ? Quel idéal ont-elles, en ont-elles seulement un ? Comment vivent-elles l'hypocrisie, le déni, le mensonge dans lesquels elles se réfugient ?

Bilan de cette journée d'actions disloquées.

"Près de 250 000 personnes" se sont mobilisées dans tout le pays, selon la CGT. Le syndicat estime avoir *"contribué à la réussite de la journée et a initié près de 1 000 appels à la grève et participé à près de 200 rassemblements ou manifestations"*. De son côté, le ministère de l'Intérieur évoque 197 000 participants partout en France, avec 812 actions.

Selon l'Intérieur, il y a eu 540 interpellations en France et 415 gardes à vue. Le ministère a dénombré 23 forces de l'ordre et de sécurité blessées en France, 17 policiers, un gendarme et cinq pompiers. Quelque 150 lycées ont d'ailleurs été bloqués, selon l'Union syndicale lycéenne, premier syndicat lycéen.

Le taux de grévistes dans la fonction publique d'Etat était de 4,58% aujourd'hui, a appris franceinfo auprès du ministère de la Fonction publique. Ce taux est de 7,3% dans la fonction publique

hospitalière, de 4,62% au sein de l'Education nationale et de 5,22% dans la fonction publique territoriale. FranceInfo 10 septembre 2025

Pour Jean-Luc Mélenchon, la mobilisation "*Bloquons tout*" de mercredi 10 septembre a été un "*succès*". Sur son blog, le leader de La France insoumise a loué un mode d'action "*moins routinier, monotone et maîtrisable que les traditionnels défilés*" syndicaux. Après avoir appelé au soutien de cette mobilisation atypique, née sur les réseaux sociaux, il a salué le mode d'action de "*l'auto-organisation*" vu à l'œuvre lors de cette journée d'action, relayée depuis plusieurs semaines par des citoyens.

Ces journées constituent "*de formidables moments d'apprentissage et de création*", a écrit Jean-Luc Mélenchon, citant "*les innombrables initiatives locales [qui] en attestent*" et dressant un parallèle avec "*la révolution citoyenne*" chère aux Insoumis. Plus tôt, la CGT avait également estimé que "*cette mobilisation est un succès*", dans un communiqué.

J-C – Plus le mouvement ouvrier se disloque et se décompose, plus ses représentants officiels sont satisfaits, au moins cela a le mérite d'être clair !

Quand 197 000 deviennent 250 000, mieux, 500 000 !

10 septembre. 500 000 manifestants et grévistes, des centaines d'actions : la France des travailleurs se lève en masse.

<https://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/10-septembre-500-000-manifestants-et-grevistes-des-centaines-dactions-la-france-des-travailleurs-se-leve-en-masse-les-chiffres-les-videos-les-photos/>

En fait, il s'agissait de l'addition des manifestants et des grévistes, qui dans bien des cas devaient être les mêmes ! Ce genre de procédé malhonnête est employé, parce que leurs auteurs refusent les faits tels qu'ils sont. Pourquoi ? Peut-être parce qu'ils ne sont pas à leur avantage, et ils y sont peut-être pour quelque chose. Ils se sentent coupables de je ne sais quoi, allez savoir pourquoi, nous on sait pourquoi, ils n'ont jamais cessé de tromper les travailleurs, donc on ne voit pas pourquoi aujourd'hui ils procéderaient autrement.

Quand on analyse un mouvement social, au minimum on doit en déterminer la nature, l'orientation politique, qui l'organise, ses objectifs, etc.

Tous les partis d'extrême gauche ont dû interpréter la chute du gouvernement Bayrou à l'instar du PRCF, qui a estimé qu'elle était le produit de la pression exercée par les masses sur le NFP et RN qui prétendaient représenter les masses exploitées ou incarner l'opposition parlementaire

- "*Soumis à la pression des masses, la fausse « gauche » du PS et les faux patriotes du RN n'ont pu faire autrement cette fois que de voter la censure. Rien que par l'annonce d'un blocage du pays par les travailleurs en colère, le mouvement populaire a donc déjà obtenu davantage qu'ont obtenu (en réalité, RIEN) à propos des retraites les X journées saute-mouton organisées par l'Intersyndicale pilotée par la direction jaune de la CFDT.*"

En réalité, les travailleurs n'ont absolument rien obtenu, sinon un clone militarisé de Macron en guise de nouveau Premier ministre, les néostaliniens social-patriotes sont fidèles à eux-mêmes !

La France se dote d'un Premier ministre de la Guerre millionnaire, un "macroniste pur sucre".

Le ministre de la Guerre devient Premier ministre, c'était dans l'ordre des choses !

"Le président de la République m'a confié la tâche de construire un gouvernement avec une direction claire : la défense de notre indépendance et de notre puissance, le service des Français et la stabilité politique et institutionnelle pour l'unité du pays", a réagi sur X le nouveau Premier ministre.

Ce fidèle macroniste a fait son entrée au gouvernement en 2017, Sébastien Lecornu devient le septième Premier ministre d'Emmanuel Macron, et le cinquième depuis le début de son second quinquennat en 2022. Du jamais-vu dans une Ve République longtemps réputée pour sa stabilité mais entrée dans une crise sans précédent depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024.

À l'âge de 16 ans, il devient militant à l'Union pour un mouvement populaire (UMP), intègre les Jeunes de droite de la région de Vernon (JDV), puis milite lors de la campagne pour les élections régionales de 2004.

D'abord membre de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) puis des Républicains (LR), il est maire de Vernon entre 2014 et 2015 ainsi que premier vice-président de la communauté d'agglomération des Portes de l'Eure puis de Seine Normandie Agglomération de 2014 à 2020. Il est également président du conseil départemental de l'Eure de 2015 à 2017 et de 2021 à 2022.

Président du conseil départemental, Mediapart souligne que « *la chasse aux fraudeurs du RSA a été — à grand renfort de communication — la politique phare menée par le département depuis l'arrivée de Sébastien Lecornu* ». Il procède également à la fermeture de deux collèges en éducation prioritaire, qu'il justifie par leur taux de remplissage trop faible.

Sébastien Lecornu fait partie du premier cercle de relations de Bruno Le Maire. Après avoir été son assistant parlementaire puis son conseiller dans ses fonctions ministérielles, il est l'un des responsables de sa campagne à la primaire de la droite et du centre de 2016. Après la victoire de François Fillon, il devient le directeur de campagne adjoint de celui-ci. Il démissionne de ce poste le 2 mars 2017 à l'annonce de la convocation par la Justice en vue d'une mise en examen de François Fillon.

Le 21 juin 2017, il est nommé secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire (Nicolas Hulot puis François de Rugy) dans le gouvernement Philippe II, sous la présidence d'Emmanuel Macron. Il est alors exclu de LR et adhère à La République en marche (LREM).

Le 16 octobre 2018, dans le même gouvernement, il est nommé ministre chargé des Collectivités territoriales auprès de Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

Le 6 juillet 2020, il est nommé ministre des Outre-mer dans le gouvernement Castex. Il est élu sénateur en septembre 2020 mais quitte son siège pour rester ministre.

En juillet 2021, il intègre le bureau exécutif de LREM.

Il est ministre des Armées du 20 mai 2022 au 9 septembre 2025, d'abord dans le gouvernement Borne, le gouvernement Attal, le gouvernement Barnier (où son intitulé est étendu aux Anciens Combattants) puis dans le gouvernement Bayrou.

Il présente en avril 2023 la loi de programmation militaire (LPM), qui doit s'appliquer de 2024 à 2030, et prévoit 413 milliards d'euros de dépenses militaires durant les sept années d'exercice. Le budget annuel passera ainsi de 32 milliards en 2017 à 69 milliards en 2030, soit un doublement du financement des armées. Le gouvernement compte également repousser la limite d'âge des réservistes à 70 ans, alors qu'elle est actuellement comprise entre 62 et 65 ans, avec l'objectif de doter les armées de 300 000 soldats, dont 100 000 réservistes. Les services de renseignements devraient par ailleurs voir leur budget augmenter de 60 %.

En février dernier, Sébastien Lecornu dans Le Parisien avait rappelé la menace russe et la nécessité de monter en puissance dans les investissements militaires de la France, car selon lui, «l'économie de guerre (était) déjà une réalité». Il ajoutait que la «la question n'est pas la pertinence des orientations stratégiques de notre loi de programmation militaire (LPM), mais de son rythme d'exécution». Rappelant aussi que la Russie consacrait «10% de son PIB à la Défense», Sébastien Lecornu plaidait pour un soutien de taille à l'Ukraine : «La première garantie de sécurité reste de donner les moyens nécessaires à l'armée ukrainienne.»

C'est aussi dans cette optique qu'il avait écrit le livre Vers la Guerre ? pour justifier les dépenses militaires de la France.

Sébastien Lecornu se déclare « *plutôt gaulliste, séguiniste, fondamentalement de droite* », ainsi que « *libéral et européen* », alors qu'un portrait du quotidien Le Monde le décrit, en 2022, comme « pas vraiment libéral ni tout à fait souverainiste », se laissant « *aspirer par les tentations identitaires de la droite, tout en sachant se faire apprécier sur son flanc gauche* ».

Il pratique la chasse, et apprécie les cigares et le whisky.

D'après le magazine Closer, il a indiqué avoir un peu plus de 420.000 euros, mais 600.000 euros de prêts à rembourser. "Il possède en revanche deux maisons dans l'Eure. La première mesure 254 m² et a été achetée en 2018 pour 500.000 euros. Des travaux réalisés dans cette bâtisse lui ont coûté 165.000 euros. Sa valeur totale est donc estimée à 770.000 euros. En 2023, Sébastien Lecornu a acheté un deuxième bien de 89 m². Pour celui-ci, il a dépensé 138.900 euros. En 2024 enfin, il a acheté pour 100.000 euros un terrain de 2.687 m² toujours dans l'Eure.", ajoutent nos confrères. Le voilà donc avec un patrimoine estimé à plus d'un million d'euros, et donc choisi comme Premier ministre par Emmanuel Macron. Wikipdia, Capital, BFM TV et Le HuffPost 9 septembre 2025

S'ils le disent. Le fruit est mûr, un coup de pied dans la fourmilière et la Ve République s'effondre !

France : deuxième jour au pouvoir du premier ministre sans majorité, sans projet, dans l'impasse - RT 11 sept. 2025

Le nouveau locataire de Matignon, Sébastien Lecornu, apparaît comme l'un des derniers fidèles d'Emmanuel Macron dans une atmosphère de « *fin de règne* » et une situation politique semblant inextricable.

À peine nommé, Sébastien Lecornu enchaîne les rencontres pour tenter de construire une majorité parlementaire. Mais alors que les socialistes refusent toute participation et que le Rassemblement national promet déjà la censure, le nouveau Premier ministre semble pris au piège d'un Parlement ingouvernable, sans alliés ni compromis possibles.

Nommé dans l'urgence pour tenter de stabiliser un exécutif rejeté par l'Assemblée, Sébastien Lecornu a entamé, dès le 10 septembre, une série de consultations avec les principaux partis politiques. Ce 11 septembre, il poursuit ces rencontres à Matignon, dans l'espoir de rallier des forces au projet de loi de finances pour 2026. Officiellement, l'objectif est de « *bâtir les accords indispensables* ». En réalité, il s'agit surtout de gagner du temps.

Dès les premières heures, le décor se fissure. Les échanges engagés avec le bloc central – Renaissance, MoDem, Horizons – et Les Républicains ne débouchent sur rien de concret. Le cadre politique reste verrouillé : pas de remise en question des réformes sociales, aucune ouverture sur la fiscalité des plus riches et surtout, pas de rupture avec la ligne économique d'Emmanuel Macron. Le ton est posé.

Des lignes rouges à gauche, une fermeture totale à droite

Du côté des socialistes, la ligne est claire. Olivier Faure a exclu toute participation au gouvernement et insiste sur le fait que c'est à Matignon d'intégrer leurs propositions, pas l'inverse. Boris Vallaud, président du groupe PS à l'Assemblée, a fixé ses conditions : retour sur la réforme des retraites, mesures concrètes sur le pouvoir d'achat et mise en place d'une taxation sur les très hauts patrimoines. Faute de quoi, la censure sera déposée.

Une forme de méfiance traverse désormais toutes les oppositions. Chez les communistes, les écologistes et même les modérés de gauche, le message est le même : les consultations actuelles rappellent trop celles de François Bayrou et ne visent qu'à maquiller l'isolement croissant du pouvoir. Fabien Roussel parle de mesures urgentes à prendre, tandis que Raphaël Glucksmann évoque une éventuelle négociation, à condition que les marqueurs fiscaux de gauche soient intégrés au budget.

La droite, de son côté, ne montre aucune volonté de compromis. Le Rassemblement national dénonce une opération de communication sans contenu. Aucun contact sérieux n'a été engagé avec ses représentants. Jordan Bardella résume la situation : Lecornu n'a pas de majorité, et sans changement de cap radical, il tombera comme ses prédécesseurs.

Un pouvoir en bout de course.

Ce que montrent ces premières consultations, c'est l'isolement croissant du pouvoir. Lecornu, loyal soldat de Macron, se retrouve seul à tenter de construire une coalition introuvable. Les alliances se dérobent, les réponses se durcissent. Même parmi les soutiens traditionnels du président, personne ne croit plus à la stratégie du dialogue.

Dans ce climat tendu, les partis d'opposition ne cherchent plus à éviter la crise : ils s'en accommodent, voire l'attendent. Plusieurs formations préparent déjà une motion de censure. Le

gouvernement, lui, continue de faire semblant de gouverner. Mais tout indique que le scénario est déjà écrit : aucune majorité n'est en vue, et la chute semble inévitable.

Ce n'est pas un nouveau départ, mais bien un tour de piste supplémentaire pour un pouvoir en bout de course. RT 11 sept. 2025

Les opportunistes font allégeance aux représentants du régime, autant dire qu'eux non plus ne rompent jamais avec, ils en sont aussi les purs produits.

La gauche prend Sébastien Lecornu au pied de la lettre après son appel à la « rupture » - Le HuffPost 11 septembre 2025

J-C - Les responsables de gauche, qui rejettent toute naïveté, demandent à voir, nous dit-on.

Il n'y a rien à voir, c'est tout vu, il n'y a rien à attendre dans le cadre de la Constitution de la Ve République qui doit être abolie. S'il faut chasser Macron, sa destitution ne résoudrait rien, un de ses clones prendrait sa place.

Sébastien Lecornu Premier ministre : Les consultations se poursuivent, le PS et la CFDT mettent la pression... - 20minutes.fr/AFP 11 septembre 2025

CFDT - Avant la mobilisation intersyndicale du 18 septembre, le « *message principal que les travailleurs attendent* », c'est « *respectez le monde du travail* » et « *faites en sorte que, s'il y a des efforts à faire, ils soient justement partagés* », a déclaré Marylise Léon sur France Inter.

CGT- « *J'ai entendu le Premier ministre parler de rupture, ça ne peut pas être que des paroles, ça doit être des actes* », confirme la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet, au micro de RTL.

PCF – « *J'ai dit au Premier ministre qu'il y avait besoin de rupture, je suis content qu'il réemploie le mot* », s'est réjoui le secrétaire national du PCF Fabien Roussel sur France 2.

Ce jeudi matin, Fabien Roussel a expliqué sur France 2, le secrétaire national du Parti communiste français, a « *demandé quatre mesures* » à Sébastien Lecornu : enlever les mesures toxiques de François Bayrou, un signal sur les salaires et les pensions notamment en baissant la CSG et l'abrogation de la réforme des retraites et de la justice fiscale.

« *Je lui ai parlé longuement. On attend le rendez-vous physique, et nous irons* » (à Matignon), assure le chef de file des communistes.

PS - Le député PS Philippe Brun sur Sud Radio. Lui aussi prend au mot les intentions du Premier ministre et espère une vraie rupture.

Place Publique - Raphaël Glucksmann ne place pas l'abrogation de la réforme des retraites en « *ligne rouge* ». 20minutes.fr 11 septembre 2025

Etats-Unis.

Trump ne voit aucun intérêt à isoler la Russie économiquement, selon le vice-Président américain - fr.sputniknews.africa 10 sept. 2025

Trump ne voit aucun intérêt à isoler la Russie économiquement, selon le vice-Président américain

Dans ce sens, le Président américain "a été très franc avec les Européens et les Russes", a déclaré J. D. Vance dans une interview à One America News.

Ses autres déclarations:

- En cas de règlement de la crise, Washington est ouvert à toute une série d'accords économiques avec la Russie et avec l'Ukraine.
- Une relation économique renforcée en Europe de l'Est pourrait être la meilleure garantie pour une paix durable dans la région.
- La poursuite du conflit n'est dans l'intérêt de personne.
- Les États-Unis s'engagent pour un règlement en Ukraine et espèrent un accord de paix.

Guerre, assassinats, enlèvements, tortures, etc. le tout illégal et en toute impunité, voilà l'origine de la criminalité, l'Etat et le capitalisme en crise.

États-Unis: Donald Trump annonce le déploiement de la Garde nationale à Memphis pour lutter contre la criminalité - RFI 12 sept. 2025

Dans le cadre de sa lutte contre la criminalité ciblant les grandes villes démocrates américaines, Donald Trump a annoncé ce vendredi 12 septembre déployer des militaires de la Garde nationale à Memphis, dans l'État du Tennessee. RFI 12 sept. 2025

Palestine occupée.

Faites tomber les masques. Quand l'impérialisme barbare sioniste reçoit le soutien de l'Assemblée générale de l'ONU.

Reconnaissance de la Palestine : Un Etat mais sans le Hamas, l'ONU adopte la « déclaration de New York » - 20 Minutes/AFP 12 septembre 2025

Le texte préparé par la France et l'Arabie saoudite, et adopté par 142 voix pour, 10 contre (dont Israël et les Etats-Unis) et 12 abstentions, rappelle d'abord son soutien à Israël : « Nous condamnons les attaques perpétrées le 7 octobre par le Hamas contre des civils » et « le Hamas doit libérer tous les otages » détenus à Gaza, dit-il.

Mais la déclaration, déjà cosignée en juillet par 17 Etats dont plusieurs pays arabes, lors de la première partie d'une conférence de l'ONU sur la solution à deux Etats, va plus loin. « *Dans le contexte de l'achèvement de la guerre à Gaza, le Hamas doit cesser d'exercer son autorité sur la bande de Gaza et remettre ses armes à l'Autorité palestinienne, avec le soutien et la collaboration de la communauté internationale, conformément à l'objectif d'un Etat de Palestine souverain et indépendant* ».

« *On retiendra le 12 septembre comme le jour de l'isolement international définitif du Hamas* », s'est félicité juste avant le vote vendredi le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot sur France Inter.

« *Le fait que l'Assemblée générale soutienne enfin un texte qui condamne le Hamas directement est important* », même si les Israéliens diront que « *c'est bien trop peu et bien trop tard* », a souligné Richard Gowan, de l'International Crisis Group.

Grâce à ce texte, les pays qui soutiennent les Palestiniens pourront « *rejeter les accusations israéliennes selon lesquelles ils cautionnent implicitement le Hamas* », a-t-il déclaré à l'AFP. Cela « *offre un bouclier contre les critiques d'Israël* » à ceux qui s'appêtent à reconnaître l'Etat palestinien.

Dans la perspective d'un futur cessez-le-feu, elle évoque également le déploiement d'une « *mission internationale temporaire de stabilisation* » à Gaza, sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, pour protéger la population, soutenir le renforcement des capacités de l'Etat palestinien et apporter des « *garanties de sécurité à la Palestine et à Israël* ». 20 Minutes/AFP 12 septembre 2025

Israël dépense des millions pour de la propagande en ligne -DW 12 septembre 2025

Une enquête du réseau *Eurovision News*, dont la cellule de vérification d'information de la *Deutsche Welle* fait partie, montre qu'Israël a eu recours à son agence de communication gouvernementale pour tenter de façonner l'opinion publique dans certaines parties de l'Europe et de l'Amérique du Nord, notamment pour réfuter les allégations de famine à Gaza formulées par l'Onu.

Depuis au moins un an, un compte YouTube israélien mène ainsi des campagnes de communication qui discréditent les agences de l'Onu et remettent en question les conclusions d'organisations internationalement reconnus.

Un document gouvernemental révèle qu'au moins 42 millions d'euros ont été dépensés pour des spots publicitaires diffusés sur des plateformes comme YouTube et X depuis mi-juin 2025. Ces efforts font partie de la stratégie plus large de diplomatie publique d'Israël connue sous le nom de "*Hasbara*", un terme hébreu que l'on pourrait traduire par "*expliquer*" et qui est utilisé pour décrire les efforts visant à promouvoir l'image d'Israël à l'étranger.

Pour lire la suite qui est très longue et intéressante :

https://fr.news.yahoo.com/isra%C3%ABl-d%C3%A9pense-millions-propagande-ligne-174400918.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly9mci5uZXdzLnIhaG9vLmNvbS9tb25kZS8&guce_referrer_sig=AQAAAIRTsPnlhrVGD6oR1niiYYJ9NfaDPYTAqSne_84jYqCny05q7QUcXDeSVkwP6PeMcU5t2RqHEbTORZHkk9gphZvX8cKJU5MQwBgtYBE-fpxY9OohHoL661R9rgY_yCs6X0KjQh8hOIYyHL_dqiyZtk3cNMeMaIn7GhQUeP9FxD

Israël continue ses frappes au Liban malgré le plan de désarmement du Hezbollah - RFI 9 septembre 2025

Un membre du Hezbollah a été blessé mardi matin par une frappe israélienne qui a pris pour cible un véhicule près de Jiyé, à une vingtaine de kilomètres au sud de Beyrouth

- Gaza : au moins 72 personnes tuées par l'armée israélienne - euronews 11 septembre 2025

'Scandaleux' : l'Irlande boycottera l'Eurovision 2026 si Israël participe - Euronews 12 septembre 2025

Président égyptien: Israël pratique « les formes les plus odieuses de tuerie et de terreur » contre les Palestiniens- aa.com.tr 8 septembre 2025

- « Israël a poursuivi l'expansion de ses opérations militaires pour détruire les fondements de la vie », déclare le président al-Sissi au sommet des BRICS

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a accusé lundi Israël de pratiquer depuis deux ans « les formes les plus odieuses de tuerie et de terreur » contre le peuple palestinien.

« Depuis près de deux ans, Israël commet les formes les plus odieuses de tuerie et de terreur, utilisant la famine et le refus de soins médicaux comme armes contre les civils », a déclaré Sissi dans une allocution virtuelle au sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement des BRICS au Brésil, citée par un communiqué de la présidence.

« Israël a poursuivi l'expansion de ses opérations militaires afin de détruire les fondements de la vie, dans le but de contraindre les Palestiniens à quitter leur terre, de mettre en œuvre un plan de déplacement forcé et de liquider leur juste cause », a-t-il ajouté.

Le prince héritier saoudien condamne l'attaque israélienne à Doha et appelle à une action arabe unie - RT 11 sept. 2025

Le 10 septembre, le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane (MBS) a fermement condamné l'attaque israélienne du 9 septembre contre des dirigeants du Hamas à Doha, qualifiant cette agression de « brutale » et de « violation flagrante du droit international ».

Lors de l'ouverture de la session du Conseil consultatif saoudien, il a exprimé son « soutien total au Qatar dans toutes les mesures qu'il prendra », affirmant qu'il mobiliserait toutes les capacités du royaume pour appuyer Doha.

MBS a appelé à une « *action arabe, islamique et internationale* » pour contrer cette violation, insistant sur la nécessité de mesures globales pour mettre fin à l'« *autorité d'occupation* » israélienne et dissuader ses « *pratiques criminelles* » qui menacent la stabilité régionale.

Dans le même discours, MBS a dénoncé les agressions « *brutales* » contre les Palestiniens à Gaza, accusant Israël d'avoir provoqué la famine et les déportations forcées. « *La terre de Gaza est palestinienne et le droit de son peuple est inaliénable : il ne peut être bafoué par l'agression ni annulé par les menaces* », a-t-il martelé.

Pologne.

Hystérie autour des drones en Pologne. - RT 10 sept. 2025

Quelques drones tombés en Pologne ont suffi à enflammer le discours européen. Varsovie parle de menace, Bruxelles dramatise et appelle à renforcer la défense commune. Un incident qui, transformé en symbole politique, révèle la volonté de l'UE d'exister par l'alarme et la surenchère.

Dans la nuit du 9 au 10 septembre, Varsovie a annoncé avoir neutralisé plusieurs drones qu'elle a immédiatement attribués à la Russie. Le Premier ministre Donald Tusk a affirmé qu'ils représentaient une menace directe et a assuré être en contact constant avec ses alliés de l'OTAN, notamment le secrétaire général Mark Rutte. Cette mise en scène alarmiste s'est accompagnée d'une rhétorique d'urgence : avions polonais et alliés en vol, radars et batteries antiaériennes placés en état d'alerte maximale, policiers rapportant des débris tombés sur des habitations dans l'une des régions polonaises.

À Bruxelles, le concert d'exclamations a vite enflé. L'eurocommissaire Andrius Kubilius a proposé rien de moins qu'une « *muraille de drones* » le long de la frontière orientale de l'Union. Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne, a choisi un ton encore plus dramatique. Elle a présenté l'incident non comme une simple intrusion, mais comme une étape majeure du conflit, affirmant qu'il s'agissait de la plus grave violation de l'espace aérien européen par la Russie depuis le début du conflit : « *Cette nuit en Pologne, nous avons constaté la plus grave violation de l'espace aérien européen de la part de la Russie depuis le début de la guerre, et des indices portent à croire qu'il s'agissait d'un acte délibéré et non d'un accident.* »

Dans la foulée, elle a appelé à augmenter les dépenses militaires, à intensifier l'aide à Kiev et à investir dans une défense européenne, insistant sur le rôle central de l'UE face au conflit qu'elle décrit comme « *en phase d'escalade, et non de conclusion* ».

L'Alliance atlantique a tenu à préciser que cet incident ne constituait pas une attaque militaire directe. Autrement dit, l'hystérie médiatique contrastait avec une lecture plus pragmatique : éviter l'engrenage automatique d'une escalade.

À Minsk, la réaction a été bien différente. Le chef d'état-major Pavel Mouraveïko a expliqué que la défense biélorusse avait suivi de près les drones égarés et en avait abattu certains. Ces appareils avaient perdu leur trajectoire à cause du brouillage électronique lors d'échanges de frappes entre Moscou et Kiev. « *Au cours des échanges de frappes nocturnes par drones entre la Fédération de Russie et l'Ukraine, les forces opérationnelles et les moyens de défense anti-aérienne de la*

Biélorussie ont effectué un suivi régulier des drones déviés de leur trajectoire par les moyens de lutte radio-électronique des parties. Une partie des drones égarés a été détruite par la défense anti-aérienne de notre pays dans l'espace aérien biélorusse », a-t-il indiqué.

Minsk a souligné que Varsovie avait signalé l'approche d'engins venus d'Ukraine, preuve que l'échange d'informations fonctionnait. Loin de l'hystérie bruxelloise, la Biélorussie a mis en avant une coopération technique utile à la sécurité régionale.

Deux poids, deux mesures à l'européenne

La gestion des incursions aériennes en Europe révèle une logique à deux vitesses. Quand un appareil est soupçonné de provenir de Russie, le récit officiel se transforme aussitôt en alerte majeure, présenté comme une menace directe pour la sécurité européenne. En revanche, lorsque l'origine ukrainienne est constatée, l'affaire est relativisée et retombe rapidement dans l'oubli.

Ainsi, en novembre 2022, deux personnes avaient été tuées lorsqu'un missile antiaérien ukrainien était tombé sur le village polonais de Przewodow, proche de la frontière ukrainienne. Dans les premières heures, l'accusation implicite pointait Moscou, avant que Varsovie ne reconnaisse finalement l'origine ukrainienne du tir.

C'est dans ce contexte que l'ambassadeur de Russie en Pologne, Sergueï Andreev, a affirmé que Varsovie multipliait les accusations contre Moscou sans jamais fournir de preuves tangibles. Pour lui, ces mises en cause répétées alimentent artificiellement la méfiance et justifient des mesures sécuritaires supplémentaires. Pourtant, dans l'affaire actuelle, l'OTAN a pris soin de préciser qu'il ne s'agissait pas d'une attaque armée, contrastant avec la dramatisation politique européenne.

L'Europe face à la réussite des négociations d'Alaska

L'incident des drones en Pologne ne peut être compris qu'à la lumière d'un contexte plus large. L'Europe, en multipliant les cris d'alarme et les annonces tonitruantes, cherche moins à réagir à un danger concret qu'à neutraliser la dynamique née en Alaska, où Moscou et Washington ont tenté de trouver une issue au conflit en Ukraine.

Pour Bruxelles, voir deux présidents assis à la même table, évoquant un gel possible des combats ou un schéma de compromis, représente un risque politique majeur : celui d'être marginalisée. Si la Russie et les États-Unis parviennent à définir comment régler cette crise, l'Union européenne se retrouve spectatrice, simple exécutante de décisions prises ailleurs.

Ainsi, chaque incident frontalier devient un outil de communication. On parle de « *violation délibérée* », de « *menace existentielle* », on propose de bâtir des « murailles de drones ». En d'autres termes, l'hystérie autour des drones sert à effacer l'image d'Anchorage, à brouiller la perception d'un rapprochement possible entre Moscou et Washington. L'Union construit un récit où chaque drone égaré devient la preuve que la guerre s'intensifie, où chaque alerte sert à réclamer plus de budgets, plus d'armes, plus de centralité diplomatique. C'est moins une question de sécurité immédiate qu'une bataille pour conserver l'initiative et empêcher que la scène internationale ne se déplace hors d'Europe.

Moscou n'a pas prévu de frapper des cibles sur le territoire polonais, indique la Défense - fr.sputniknews.africa 10 sept. 2025

Moscou n'a pas prévu de frapper des cibles sur le territoire polonais lors de la frappe contre le complexe militaro-industriel ukrainien, a indiqué le ministère russe de la Défense.

La portée maximale des drones russes utilisés lors de la frappe, qui auraient franchi la frontière avec la Pologne, ne dépasse pas 700 km. Le département militaire a ajouté qu'il était prêt à tenir des consultations avec le ministère polonais de la Défense à ce sujet.

Hier soir, les troupes russes ont lancé une frappe massive contre des entreprises du complexe militaro-industriel ukrainien dans les régions d'Ivano-Frankivsk, Khmelnytskyi et Jitomir, ainsi que dans les villes de Vinnitsa et de Lvov, a rapporté le ministère russe de la Défense. Ces entreprises produisaient et réparaient du matériel blindé et aéronautique des forces armées ukrainiennes, ainsi que des moteurs et des drones. Les cibles de la frappe massive ont été atteintes, tous les objets désignés ayant été touchés.

"Les dirigeants de l'UE et de l'Otan accusent quotidiennement la Russie de provocation. Le plus souvent, sans même essayer de fournir le moindre argument", a déclaré en conférence de presse Dmitri Peskov, porte-parole de Poutine.

Il a ajouté ne pas avoir connaissance de demande de contacts de la part de Varsovie.

Ce 10 septembre, le président du Conseil des ministres polonais, Donald Tusk, a déclaré que la Pologne avait repéré 19 drones, imputant l'incident à Moscou.

Varsovie n'a fourni aucune preuve de l'origine russe des drones, a déclaré à Sputnik le chargé d'affaires Andreï Ordach.

Intrusion de drones russes en Pologne: l'ambassadeur de Russie en France convoqué ce vendredi au Quai d'Orsay - BFMTV 12 sept. 2025

Le ministre démissionnaire des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a annoncé ce vendredi 12 septembre que l'ambassadeur de Russie en France *"sera convoqué ce matin"* en réaction à l'intrusion de drones russes en Pologne dans la nuit de mardi à mercredi.

Georgie.

Georgie : à Tbilissi, les manifestations anti-gouvernement reprennent - ebu.ch 09 septembre 2025

Des manifestants sont retournés au siège électoral du maire Kakha Kaladze à Tbilissi mardi 9 septembre au soir, au lendemain de violences entre des partisans du parti au pouvoir, Rêve géorgien, et des militants de l'opposition.

Selon Georgian OC Media, les partisans de Georgian Dream ont attaqué à plusieurs reprises les manifestants de l'opposition, faisant des blessés. La police est intervenue pour séparer les deux camps, mais il n'y a pas eu d'arrestations.

Les affrontements ont éclaté avant les élections municipales du 4 octobre. Les partis d'opposition ont déclaré qu'ils boycotteraient les élections, accusant le gouvernement de se rapprocher de la Russie et d'abandonner la voie de l'adhésion à l'Union européenne. ebu.ch 09 septembre 2025

Chine.

La Chine conteste le fondement juridique de la «liberté de navigation» américaine - Réseau International 12 septembre 2025

Le 11 août 2025, le département de la Défense des États-Unis a publié son rapport annuel «*Freedom of Navigation*» (FON) pour 2024, identifiant la Chine comme la principale cible parmi 11 pays ou régions, cible qui énonce les revendications les plus «contestées» et la seule nation prête à répondre à des défis dans plusieurs zones maritimes.

Parmi celles-ci, on compte quatre défis à ce que le département américain a qualifié de «*revendications maritimes excessives*» de la Chine continentale, tels que l'obligation d'autorisation préalable pour le passage inoffensif de navires militaires étrangers dans la mer territoriale, sur les lignes de base et selon les droits historiques en mer de Chine méridionale, ainsi que les restrictions dans la zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) de la mer de Chine orientale.

Pékin a réagi immédiatement. Un rapport chinois, publié ces derniers jours, démontre que la «liberté de navigation» américaine contient de nombreux éléments du soi-disant droit international coutumier, fondés sur des concepts créés par les États-Unis et des normes auto-imposées, qui sont incompatibles avec le droit international et les pratiques de nombreux pays. Le rapport, intitulé «*Évaluation juridique de la liberté de navigation des États-Unis*», publié par le China Institute for Marine Affairs du ministère des Ressources naturelles, a examiné les positions et actions juridiques des États-Unis en matière de liberté de navigation, synthétisant les revendications, les caractéristiques et les implications selon le point de vue de Washington.

Pour lire la suite :

<https://reseauinternational.net/la-chine-conteste-le-fondement-juridique-de-la-liberte-de-navigation-americaine/>

Népal.

Émeutes ou révolution ? Le Premier ministre népalais quitte ses fonctions - RT 9 sept. 2025

Des émeutes d'une ampleur sans précédent secouent le Népal, déclenchées par l'interdiction des réseaux sociaux imposée par le gouvernement. Ces manifestations, qualifiées de «*révolution de la génération Z*», ont conduit à la démission du Premier ministre et ont plongé le pays dans une crise profonde.

Le Premier ministre népalais K. P. Sharma Oli a démissionné dans un contexte d'émeutes qui ont éclaté dans le pays, selon les médias locaux. Les participants aux émeutes antigouvernementales ont déclaré que le pays était désormais sous leur contrôle et ont appelé à la formation d'un nouveau gouvernement et à la tenue d'élections.

Le 8 septembre, des manifestations de masse ont éclaté à Katmandou, la capitale du Népal, puis dans d'autres villes. Le lendemain, elles ont dégénéré en émeutes avec des affrontements avec la police. Les manifestants ont fait irruption dans le complexe gouvernemental. Ils ont pénétré dans la résidence du président et incendié les bâtiments du Parlement, de la Cour suprême, du siège du parti au pouvoir, le Congrès népalais, et la résidence de l'ancien Premier ministre.

Les manifestants ont ensuite attaqué le bureau du procureur général et le tribunal régional, d'où ils ont emporté des dossiers et les ont incendiés. La résidence de l'ancien Premier ministre Jhala Nath Khanal a également été touchée, blessant sa femme, qui est décédée de ses brûlures, selon Khabarhub. Selon les dernières informations, 22 personnes ont trouvé la mort et plus de 500 ont été blessées.

L'armée népalaise a évacué les ministres de leurs résidences à l'aide d'hélicoptères. Bishnu Prasad Paudel, ministre des Finances, a été violemment agressé. Les manifestants ont également pénétré dans l'hôtel Hilton de Katmandou, au-dessus duquel de la fumée était visible par la suite.

Au moins 1 500 détenus se sont échappés de la prison de Lalitpur, au sud de Katmandou. Khabarhub, citant des sources, a rapporté que la police avait abandonné ses postes de sécurité, permettant aux détenus de s'enfuir, ce qui a suscité des inquiétudes quant à l'augmentation des risques pour la sécurité dans cette région.

Des manifestations de masse ont éclaté au Népal après que le gouvernement népalais a interdit, à la fin de la semaine dernière, plusieurs grands réseaux sociaux tels que WhatsApp, YouTube, X, Reddit, LinkedIn, Facebook et Instagram pour avoir enfreint les règles d'enregistrement : les plateformes devaient notamment ouvrir des bureaux dans le pays, mais ne l'ont pas fait. Bien que les autorités népalaises aient levé l'interdiction après le début des troubles, les manifestations se sont poursuivies, les manifestants exigeant que les problèmes liés à la corruption soient résolus.

Les médias locaux ont qualifié ces manifestations de « *révolution de la génération Z* », car ce sont principalement des jeunes qui y participent. Le Parti communiste d'opposition du Népal a qualifié la décision de bloquer les réseaux sociaux d'inacceptable, soulignant que le Premier ministre népalais était directement responsable de la situation dans le pays.

Népal : L'armée impose des mesures restrictives après la chute du gouvernement sous la pression des manifestants - aa.com.tr 10 sept. 2025

L'armée népalaise a pris le contrôle mardi soir après deux jours de manifestations meurtrières ayant fait 20 morts et entraîné la chute du gouvernement du Premier ministre KP Sharma Oli.

L'armée népalaise a imposé des «ordres de restriction» alors qu'un calme précaire régnait dans le pays mercredi, au lendemain des vastes manifestations qui ont renversé le gouvernement du Premier ministre KP Sharma Oli.

«*Les ordres de restriction resteront en vigueur jusqu'à 17 h 00 aujourd'hui (11 h 15 GMT), après quoi un couvre-feu sera enjoint dans tout le pays à partir de 6 h 00 jeudi (00 h 15 GMT, mercredi)*», a déclaré l'armée népalaise dans un communiqué, selon le journal Himalayan Times.

«*D'autres décisions seront prises en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire*», a-t-il également été communiqué.

Des soldats ont été déployés dans tout le pays mardi soir tard afin de maintenir l'ordre, quelques heures après la démission de Sharma Oli sous la pression de manifestants qui ont incendié d'importants bâtiments gouvernementaux, notamment le Parlement, la résidence privée de Oli et le bureau du président.

Singha Durbar, qui abrite des ministères clés, a aussi été gravement endommagé. Le ministère de la Santé et de la Population, ainsi que d'autres bureaux gouvernementaux, dont la Cour suprême, quant à eux ont été complètement détruits.

Au moins 20 manifestants, pour la plupart des jeunes, ont été tués et près de 350 autres blessés depuis lundi, lorsque les protestations ont éclaté à la suite de l'interdiction des réseaux sociaux par le gouvernement.

Des soldats ont été déployés pour maintenir l'ordre alors que les manifestants ont vandalisé des biens publics et libéré des prisonniers.

S'adressant à la nation mardi soir, le chef de l'armée, le général Ashok Raj Sigdel, a exhorté la population à rester calme et à engager le dialogue pour résoudre la crise dans ce pays himalayen.

Jagdishor Panday, rédacteur en chef de Nepal Diplomat, a déclaré mercredi à Anadolu que l'armée faisait des annonces publiques pour exhorter la population à rester calme.

«*Les forces de sécurité demandent également aux citoyens de restituer aux autorités tout matériel pillé, y compris des armes*», a ajouté Panday au téléphone.

Bien qu'il n'existe pas de leader particulier de ce mouvement de protestation, il a toutefois précisé que les forces de sécurité devraient tenir une réunion avec certaines des personnes menant les manifestations.

«*Il y a une demande pour un gouvernement intérimaire et des représentants de l'ensemble de la société népalaise devraient assister à ces réunions*», a déclaré Panday, suggérant que le général Sigdel pourrait organiser ces délibérations.

Par ailleurs, la Chine a exprimé mercredi l'espoir que toutes les parties au Népal «*puissent traiter correctement les problèmes internes et rétablir l'ordre social ainsi que la stabilité nationale dans les plus brefs délais*».

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Lin Jian, a déclaré que les deux pays «*sont traditionnellement des voisins amicaux*». aa.com.tr 10 sept. 2025

Un internaute :

- « *Le Népal est tombé en 24h. Ils ont chassé tous les politiques, jusqu'à chez eux.* »

Un autre lui répond :

- « *Ouais, mais au Népal, ils ont moins à perdre que nous, donc là-bas les gens sont plus naturels ; - là-bas il n'y a pas de social à la française.*

En France (et en occident en général) on est pourri dès l'enfance... Les temps faciles créent des *hommes faibles, c'est bien connu, les temps difficiles créent des hommes forts.* »

J-C - On peut dire les choses de cette manière-là, c'est ce qui est prouvé par les faits, vous avez raison de le souligner, c'est d'ailleurs un des facteurs déterminants pour comprendre la situation politique.

De mon côté, j'ai affirmé que les masses s'étaient embourgeoisées, qu'elles s'étaient laissé corrompre par l'idéologie capitaliste, ainsi que le mouvement ouvrier.

L'esclave salarié se plaint dans sa condition misérable et est prêt à abandonner ses aspirations démocratiques ou humanistes pour un plat de lentilles, en se moquant bien de savoir comment il parvient à satisfaire ses besoins sociaux élémentaires, au détriment de quoi et de qui, au prix de quels sacrifices que d'autres peuples devront subir pour qu'il ait un mode de vie relativement confortable et vive en paix...

Les hommes en général sont faibles et vulnérables, ignorants, inconscients, ce qui les amène à être lâches et hypocrites, individualistes à outrance et indifférents à la misère humaine ou aux souffrances extrêmes des autres.

Nos ennemis de classe, leurs idéologues, le savent et en profitent pour les dresser les uns contre les autres, les envoyer à la boucherie éventuellement, et c'est uniquement quand ils réalisent qu'ils ont été trompés et qu'ils ont tout perdu, y compris leurs illusions, qu'ils se révoltent et s'en prennent à ceux qu'ils adulaient la veille encore, alors seulement on peut envisager sérieusement un changement de régime politique et social.

C'est triste à dire, c'est le scénario qui n'a jamais été démenti jusqu'à présent depuis l'avènement du capitalisme. L'amélioration de la condition ouvrière ne s'est pas traduite par une élévation de la conscience de classe des travailleurs, le développement économique ne coïncide pas automatiquement avec le développement des consciences. On aurait presque envie de dire, bien au contraire, mais ce développement économique est indispensable pour assurer la suite du programme, une fois que les rapports sociaux d'exploitation auront été renversés, sinon une société meilleure ou plus juste ne serait pas viable.

Par conséquent, à défaut d'une crise qui entraînerait l'effondrement soudain et violent du capitalisme ou une guerre, si on souhaite vivre dans une société meilleure, il faut se doter d'une nouvelle stratégie politique pour renverser l'ordre établi ou pour parvenir à s'emparer du pouvoir.

Cela nécessite de la part de ceux qui entendent lutter pour atteindre ces objectifs et ceux qui les rejoindront, de commencer par élever leur propre niveau de conscience et une meilleure maîtrise de la dialectique, de faire preuve de davantage de volonté, de courage, de modestie, certains sacrifices, etc. autant dire ce qu'habituellement personne n'est prêt à consentir, sauf en cas de nécessité absolue ou par la force des choses, dites-vous que c'est le cas, faites le savoir autour de vous, et peut-être qu'on parviendra à rassembler cette force éclairée qui guidera le peuple à la victoire et à son émancipation.

Éthiopie.

Éthiopie : Deux kilomètres de large, 74 milliards de mètres cubes d'eau... Le plus puissant barrage d'Afrique inauguré - 20 Minutes/AFP 9 septembre 2025

Avec une capacité de 5.150 mégawatts (MW), c'est désormais le plus puissant barrage hydroélectrique d'Afrique. Le Grand barrage de la Renaissance (GERD), inauguré mardi sur le Nil Bleu en Éthiopie, se hisse au 15e rang mondial des barrages en activité, selon des données de Global Energy Monitor.

Les deux plus grands barrages hydroélectriques au monde se trouvent en Chine, qui s'est lancée il y a plusieurs décennies dans ce secteur pour alimenter son intense développement économique et limiter sa dépendance au charbon. Le plus puissant est celui des Trois-Gorges (22.500 MW), le second celui de Baihetan (16.000 MW), tous deux situés sur le Yangtsé, le plus long fleuve du pays.

Sur le continent africain, le GERD détrône le barrage de Kariba, mis en service en 1959 sur le Zambèze, et principale source d'énergie hydraulique de la Zambie et du Zimbabwe avec une puissance de 2.130 MW. Le projet Inga III, en République démocratique du Congo, pourrait un jour rivaliser, avec un potentiel estimé entre 3.000 et 11.000 MW selon la Banque mondiale, qui le cofinance.

En ordre de grandeur, 1.000 mégawatts - soit un gigawatt - correspondent à la puissance délivrée par un réacteur nucléaire en France (entre 900 et 1.450 MW). Une telle capacité permet d'alimenter quelque 500.000 foyers européens de façon continue.